



**EXTRAIT**  
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**  
**séance du 7 décembre 2021**

| NOMBRE DE MEMBRES                    |             |   |
|--------------------------------------|-------------|---|
| Afférents au<br>Conseil<br>Municipal | en exercice | qui ont pris<br>part à la<br>Délibération |
| 45                                   | 45          | 44  |

**2021 - 203      MISE EN ŒUVRE DU COMPTE PERSONNEL DE FORMATION  
ET ACTUALISATION DU REGLEMENT DE FORMATION  
APPROBATION**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 26 novembre 2021, s'est réuni le mardi 7 décembre à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :  
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Nora Mekia ADDAD, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL  
(Prend part aux délibérations N°196 à N°218)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE  
Madame Marie-Madeleine GUALLINO  
Monsieur Franck BARBEY  
Madame Magali CONESA  
Madame Myriam LAZREUG

Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE  
(Prend part aux délibérations N°235 à N°240)

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Stéphane CASSARINI

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN  
Monsieur Ali AMRANE à Monsieur le Maire  
Madame Marie-Madeleine GUALLINO à Madame Claude MASCARELLI  
Monsieur Franck BARBEY à Madame Mélanie ZARRILLO  
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE  
Madame Myriam LAZREUG à Jean-Paul CAMERANO  
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD  
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Mékia Noura ADDAD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 novembre 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

**2021 - 209      REQUALIFICATION DE L'ILOT ROUSTAN  
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE**

**2021 - 211      AVENANT AU BAIL EMPHYTEOTIQUE ANCIENNE CASERNE DE GENDARMERIE**

DU 7 DECEMBRE 2021

**MISE EN ŒUVRE DU COMPTE PERSONNEL DE FORMATION  
ACTUALISATION DU REGLEMENT DE FORMATION  
APPROBATION**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

En application de l'article 44 de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels, l'ordonnance n° 2017-53 du 19 janvier 2017 a introduit de nouvelles dispositions dans la loi n° 83-634 du 3 juillet 1983.  
L'article 22 ter de la loi précitée crée, à l'instar du dispositif existant pour les salariés de droit privé, un compte personnel d'activité (CPA) au bénéfice des agents publics, qui se compose de deux comptes distincts : le compte personnel de formation (CPF) et le compte d'engagement citoyen (CEC).

**INCIDENCE BUDGETAIRE**

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|----------------------|-----------------------|----------------|
| RESSOURCES HUMAINES  | CHAPITRE 012          |                |

Madame Valérie COPIN expose :

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels ;

Vu l'ordonnance n° 2017-53 du 19 janvier 2017 portant diverses dispositions relatives au compte personnel d'activité, à la formation et à la santé et la sécurité au travail dans la fonction publique ;

Vu le décret n° 2007-1845 du 26 décembre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des agents de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2017-928 du 6 mai 2017 relatif à la mise en œuvre du compte personnel d'activité dans la fonction publique et à la formation professionnelle tout au long de la vie ;

Vu l'avis du Comité Technique en date du 22 mars 2021 relatif au vote du règlement de formation ;

Considérant que le nouvel article 22ter de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires crée un Compte Personnel d'Activité (CPA) au bénéfice des fonctionnaires et contractuels de la fonction publique ;

Considérant que le décret n° 2017-928 du 6 mai 2017, relatif à la mise en œuvre du Compte Personnel d'Activité (CPA) susvisé fixe les règles et les modalités de mise en œuvre de ce Compte Personnel d'Activité qui s'articule autour de deux volets :

- Le Compte Personnel de Formation (CPF), crédit d'heures de formation pris en charge par l'employeur afin de faciliter la mise en œuvre du projet d'évolution professionnelle présenté par l'agent,
- Le Compte d'Engagement Citoyen (CEC), qui vise à favoriser les activités bénévoles, volontaires ou celles de maître d'apprentissage, et à faciliter la reconnaissance des compétences ainsi acquises.

Le Compte Personnel de Formation (CPF) est un dispositif de la formation professionnelle permettant l'accompagnement des agents dans la construction de leur parcours professionnel. Il permet d'acquérir un crédit d'heures pouvant être mobilisé afin de suivre des actions de formation et ainsi faciliter la mise en œuvre d'un projet d'évolution professionnelle.

Ce Compte Personnel de Formation (CPF) est alimenté au 31 décembre de chaque année à hauteur de 25 heures par an, dans la limite de 150 heures. Des droits supplémentaires sont accordés aux agents de catégorie C ou qui occupent un emploi équivalent à la catégorie C et qui n'ont pas atteint un niveau de formation sanctionné par un diplôme ou titre professionnel de niveau V du RNCP : ces agents cumulent 50 heures par an, dans la limite de 400 heures. Cette alimentation s'effectue au 31 décembre de chaque année.

L'utilisation du CPF porte sur toute action de formation nécessaire à la mise en œuvre du projet d'évolution professionnelle, hormis celles relatives à l'adaptation aux fonctions exercées :

- Les actions de droit : formations issues du socle de connaissances et compétences de base (CléA)
- Les actions reconnues prioritaires : les formations qualifiantes, les bilans de compétences ou actions de validation des acquis de l'expérience (VAE), les préparations aux concours ou examens professionnels, les actions de prévention de l'inaptitude,
- Les actions en accord avec l'employeur : autres actions de développement des compétences en lien avec un projet d'évolution professionnelle et un besoin de la Collectivité.

La demande de CPF, formulée lors de l'entretien professionnel sur la fiche « recensement des besoins », et toujours assortie de l'avis du responsable hiérarchique est transmise au service formation. La demande comportera : le projet de l'agent, la nature du projet, la motivation, les objectifs, le programme, l'organisme pressenti, le calendrier et le coût de la formation.

La Direction des Ressources Humaines étudiera les demandes en fonction des priorités définies dans les orientations du plan de formation, des nécessités et besoins des services, du financement de la formation.

La priorité sera donnée aux actions suivantes :

- Suivre une formation organisée par le CNFPT ou dans le cadre de la transmission du savoir (TDS).
- Suivre une formation permettant de prévenir une situation d'inaptitude à l'exercice des fonctions.
- Suivre une préparation aux concours ou examens professionnels.
- Suivre une action de formation ou un accompagnement à la Validation des Acquis de l'expérience par un diplôme avec une priorité sur les diplômes de la petite enfance et de l'animation. Les préparations organisées par le CNFPT seront prioritaires.
- Les agents de catégorie C ne détenant par un diplôme de niveau V pourront bénéficier dans les 2 ans qui suivent leur demande d'une formation relevant du socle de connaissances et de compétences à travers la certification professionnelle CléA.

Lorsque la demande de CPF est acceptée par la Collectivité, celle-ci prend en charge les frais pédagogiques de la formation à hauteur de 15 euros HT par heure dans les limites des droits acquis par l'agent au titre du CPF. Les frais de déplacement seront pris en charge seulement dans le cadre des préparations concours et examens et ne seront pas pris en compte dans le cas des autres dispositifs.

Le règlement de formation annexé à la présente délibération, fixe les modalités pratiques de mise en œuvre du Compte Personnel de Formation au sein de la Collectivité. Il a été présenté au Comité Technique du 22 mars 2021.

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 23 novembre 2021.

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** la mise en œuvre du Compte Personnel d'Activité dans les conditions fixées par la présente délibération ;
- **APPROUVER** les dispositions du règlement intérieur annexé.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le .....8 DEC. 2021  
suivent les signatures  
POUR EXTRAIT CONFORME  
Le Maire,



lu.